



## Conseil économique et social

Provisoire

11 juillet 2011

Français

Original : anglais

---

### Session de fond de 2011

Débat de haut niveau

#### Compte rendu analytique provisoire de la 17<sup>e</sup> séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mercredi 6 juillet 2011, à 10 heures

*Président* : M. Kapambwe ..... (Zambie)

### Sommaire

Examen ministériel annuel : mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'éducation

*Exposé national volontaire : Pakistan*

Débat spécial de haut niveau sur : « la promotion d'une croissance soutenue, inclusive et équitable pour accélérer l'élimination de la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement »

---

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

11-42202X (F)



Merci de recycler 

*La séance est ouverte à 10 heures.*

**Examen ministériel annuel : mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'éducation**

*Exposé national volontaire : Pakistan*

1. **Le Président** invite M<sup>me</sup> Bellamy (Présidente du Conseil d'administration de l'Initiative Éducation pour tous accélérée) à superviser le débat faisant suite à l'exposé national volontaire.

2. **M<sup>me</sup> Shah** (Pakistan), Membre de l'Assemblée nationale pakistanaise et Présidente de la Commission nationale du développement humain, dit que son gouvernement a établi un rapport honnête sur la situation réelle de l'éducation dans son pays, exposant en détail les réalisations et les nombreuses difficultés rencontrées. Malgré les pénuries, les perspectives sont encourageantes car le Gouvernement pakistanais est profondément attaché à l'amélioration de l'éducation pour répondre aux attentes de la population comme de la communauté internationale.

3. Présentant les principaux indicateurs relatifs à l'éducation, elle dit que le Pakistan a un taux d'alphabétisation des adultes de 57,7 %, un taux net d'inscription dans l'enseignement primaire de 57 % et un taux brut de 91 %. Il existe 156 000 écoles primaires où viennent 17,2 millions d'élèves et 440 000 maîtres; le Pakistan compte 41 000 collèges, où l'on compte 6,3 millions d'élèves inscrits et 330 000 maîtres, et 24 000 établissements secondaires, où étudient 2,5 millions d'élèves avec 380 000 enseignants. Le Pakistan est désireux de réaliser l'objectif 2 des OMD : il a pris l'engagement d'assurer l'enseignement primaire universel et l'égalité des sexes dans l'éducation, et de porter à 85 % en 2015 le taux d'alphabétisation.

4. Mais le Pakistan se heurte à de nombreux problèmes. Le séisme qui a dévasté le nord du Pakistan en 2005 a fait plus de 70 000 victimes, dont 17 000 écoliers et a fait 4 millions de sans abri et détruit ou endommagé plus de 7 500 bâtiments scolaires. En 2010, des inondations catastrophiques ont fait 2 000 victimes, jeté sur les routes 20 millions de personnes et inondé plus d'un million d'hectares de cultures. Plus de 6 millions d'enfants ont été touchés par les effets des inondations et plus de 10 000 bâtiments scolaires ont été endommagés ou détruits.

5. Le conflit régional et le terrorisme constituent de longue date un autre problème grave. Le terrorisme frappe au cœur de l'infrastructure scolaire et les terroristes s'en prennent expressément aux écoles. Ainsi 700 écoles de filles ont été endommagées ou détruites par les Taliban.

6. Les personnes déplacées sont un autre problème. Le phénomène perturbe la vie quotidienne des intéressés et des populations qui les accueillent. Les personnes déplacées sont en effet souvent logées dans des bâtiments scolaires, ce qui perturbe l'éducation des enfants du lieu. Au moment de leur départ, les bâtiments scolaires sont souvent dans un triste état. La situation d'ensemble au Pakistan a été correctement décrite par l'expression « la vie quotidienne dans l'urgence ».

7. Le coût économique et les problèmes socioéconomiques entraînés par les catastrophes naturelles, la guerre et le terrorisme sont également considérables. Selon les estimations les plus récentes, 40 % de la population vit dans la pauvreté. Face à cette grave crise économique, le travail des enfants est en augmentation. Des pénuries aiguës d'énergie aggravent le ralentissement économique et exacerbent encore la pauvreté. Le taux d'échec scolaire est de 40 %, 60 % des écoles n'ont pas l'électricité et 34 % n'ont pas l'eau potable. De nombreuses écoles primaires, dans les campagnes, n'ont que deux maîtres, 65 % des écoles primaires publiques n'ont que deux pièces pour accueillir l'équivalent de six classes, et la qualité de l'enseignement dispensé est médiocre.

8. L'accès à l'enseignement secondaire gratuit et obligatoire est garanti par la Constitution. En 2010, un nouvel article 25 A a été ajouté : il prévoit l'obligation scolaire et la gratuité de l'enseignement pour tous les enfants entre 5 et 16 ans. La Politique nationale de l'éducation adoptée en 2009 prévoit une augmentation des inscriptions dans les établissements scolaires publics, une augmentation des crédits alloués à l'éducation, l'élimination des disparités entre les villes et les campagnes et entre les sexes, et une amélioration de la qualité de l'enseignement à tous les niveaux. Cette politique comprend 20 objectifs et 11 mesures principales. L'objectif 13 aligne les objectifs nationaux sur les engagements internationaux pris dans le Cadre d'action de Dakar, et sur les objectifs de l'Éducation pour tous et les OMD relatifs à l'éducation. La principale mesure 1 prévoit l'affectation de 7 % du PIB

à l'éducation en 2015, mais dans l'état actuel des engagements de ressources on sera loin du compte.

9. La décennie passée a vu deux réalisations importantes : la suppression des frais de scolarité dans l'enseignement primaire et secondaire et la fourniture gratuite de manuels à tous les élèves des établissements publics jusqu'au secondaire. Cela a réduit nettement le coût direct de l'éducation à la charge des familles et a augmenté la scolarisation de leurs enfants.

10. Le Gouvernement reconnaît qu'il faut, dans l'éducation, à la fois des initiatives privées et publiques. Étant donné l'ampleur des difficultés, il importe que tous les acteurs possibles contribuent à l'effort commun. Plusieurs institutions privées-publiques ont été créées, notamment la Commission nationale du développement humain et les fondations provinciales ou nationales pour l'éducation. La Sindh Education Foundation, par exemple, distribue des subventions pour améliorer la scolarisation et la Commission nationale du développement humain met en œuvre un programme d'alphabétisation des adultes qui a assuré une alphabétisation fonctionnelle à 3,5 millions de femmes depuis 2003. Les initiatives d'alphabétisation ont également profité du soutien des provinces.

11. La parité des sexes s'améliore régulièrement et l'objectif de développement à moyen terme de 2010 du Pakistan a été atteint. On espère également réaliser la cible de l'OMD relative aux enseignants primaire, secondaire et de l'alphabétisation des adultes d'ici à 2015. Les bourses d'études accordées aux filles ont à cet égard beaucoup été utiles, et la scolarisation des filles a augmenté de 60 %.

12. L'éducation préprimaire a également été intégrée dans la politique nationale de l'éducation et près de 2,2 millions d'enfants vont actuellement à l'école maternelle. Un programme d'enseignement a été mis au point mais n'est pas encore formalisé. Des initiatives de formation des maîtres sont également en cours.

13. On constate une demande d'éducation grandissante, à l'échelle du pays, mais des milliers de villages n'ont toujours pas d'école. La pauvreté demeure le principal obstacle à l'éducation, et la gratuité de l'enseignement et diverses incitations seraient susceptibles d'augmenter la scolarisation des filles. Les partenariats public-privé pourraient aider à élargir l'accès à l'école et à améliorer la qualité, sous

réserve de l'application effective d'une réglementation et d'un suivi. Cependant, l'universalisation de l'enseignement primaire ne pourra être réalisée que par une intervention bien encadrée du secteur public, et pour cela il faut des ressources financières supplémentaires. Le secteur privé, qui s'occupe actuellement de 30 % des enfants, est un partenaire important, mais la qualité de l'éducation dans les écoles privées et pauvres est souvent médiocre. Il faut donc en priorité, plutôt que de construire de nouvelles écoles, améliorer l'efficacité des établissements existants.

14. En ce qui concerne les problèmes nouveaux et les perspectives nouvelles, le récent amendement de la Constitution charge les provinces d'organiser l'enseignement primaire et secondaire. La coordination pourrait faire problème à l'avenir et l'application des réformes suppose des ressources financières supplémentaires. Le Pakistan reçoit un soutien important des donateurs, mais il serait hautement souhaitable de recevoir des fonds supplémentaires – pour la réforme du secteur de l'éducation, l'éducation dans les zones sujettes à catastrophe et pour l'équipe de travail du Pakistan sur l'éducation, par exemple.

15. S'agissant de ses engagements internationaux, le Pakistan ne pourra sans doute pas réaliser tous les objectifs de l'initiative Éducation pour tous et ceux des OMD qui ont trait à l'éducation. La volonté politique est solide, c'est l'application qui est relativement fragile. Après la décentralisation des attributions au profit des autorités provinciales, le succès dans la réalisation du programme de travail sur l'éducation dépendra de l'existence d'un programme d'investissement bien conçu pour améliorer l'infrastructure éducative et la formation des maîtres, une administration efficace par une supervision et une inspection régulières, l'expansion de l'enseignement non scolaire et des initiatives d'alphabétisation, le soutien du secteur privé et des ONG, une forte participation de la communauté locale, des innovations et l'éducation technique, pour développer une main-d'œuvre moderne, un accès garanti à l'enseignement obligatoire, la coordination de l'action des donateurs et une aide soutenue conforme aux priorités nationales.

16. **M. Rahman** (Bangladesh), examinateur, salue le Pakistan pour les progrès accomplis, en dépit des difficultés intérieures et internationales avec lesquelles il est aux prises, les progrès dans la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous et des OMD.

L'exposé national volontaire, du Pakistan, montre bien les difficultés que rencontrent les pays de l'Asie du Sud – une région du monde extrêmement peuplée et où se concentrent un grand nombre des problèmes mondiaux – les difficultés rencontrées dans la réalisation de leurs objectifs de développement. L'exposé du Pakistan appelle aussi l'attention sur le déficit de ressources disponibles par rapport à ce qui est nécessaire, et la nécessité de trouver des moyens pour la communauté internationale d'aider à améliorer la situation.

17. Il demande quelles mesures ont contribué au succès rencontré par le Pakistan dans l'augmentation du nombre de filles scolarisées. Il souhaite également savoir quelles mesures ont été prises pour adapter le système pakistanais d'éducation aux besoins du marché mondial.

18. **M. Qian Bo** (Chine), examinateur, constate qu'en dépit des difficultés causées par les inondations massives de 2010 et par le fait que la croissance du PIB est tombée de 6,8 % en 2008 à 2,4 % en 2010, le Pakistan est parvenu néanmoins à préserver un taux stable de scolarisation et a fait passer le taux de scolarisation de 55 à 57 %. L'inégalité entre les sexes, dans l'éducation, a été un peu réduite. Cependant, le taux d'échec scolaire, l'analphabétisme des adultes, la médiocrité de l'infrastructure et le manque de fonds pour l'éducation demeurent préoccupants. La Chine s'est engagée à renforcer sa coopération avec le Pakistan et appelle la communauté internationale à fournir toute l'assistance nécessaire.

19. Il demande quelles mesures ont été prises pour assurer l'égalité des chances face à l'éducation au profit des minorités ethniques et désavantagées au Pakistan, et comment l'application de la politique de l'éducation a été coordonnée dans le pays, étant donné que les attributions en matière d'éducation ont été confiées aux provinces.

20. **M<sup>me</sup> Ormanci** (Turquie), examinatrice, loue le Pakistan d'avoir introduit des réformes pour honorer les engagements internationaux pris dans le Cadre d'action de Dakar, les objectifs de l'Éducation pour tous et les OMD. Mais ces politiques doivent également être effectivement appliquées. L'égalité des sexes devrait devenir partie intégrante de la politique de l'éducation du Pakistan.

21. Il faut saluer aussi ce que fait le Pakistan pour résoudre les problèmes résultant de facteurs tels que les

catastrophes naturelles, les fragilités structurelles, les crises économiques et l'instabilité politique. L'action du pays dans le domaine de l'éducation suppose un soutien continu, cohérent et coordonné de ses partenaires internationaux de développement.

22. Elle demande quelles mesures ont été prises pour améliorer la qualité de l'éducation au Pakistan et plus généralement comment les partenaires internationaux de développement pourraient contribuer à l'éducation dans les pays en développement dont l'endettement est excessif.

23. **M<sup>me</sup> Shah** (Pakistan) dit que dans certains domaines de l'enseignement supérieur, les filles sont plus nombreuses que les garçons et qu'en moyenne, dans le supérieur, elles obtiennent de meilleurs résultats. Mais la question est de faire en sorte que les filles aillent à l'école. En dehors des initiatives financées par les donateurs, un programme national distribue des bourses pour encourager les filles à aller au collège. Les programmes financés par les donateurs et les programmes de distribution locale d'aliments aident à maintenir les filles à l'école et le programme d'alphabétisation des adultes mené par la Commission nationale du développement humain vise surtout les femmes. Dans l'ensemble l'éducation des femmes s'améliore progressivement. Le Pakistan a également lancé l'un des plus vastes programmes de prestations en espèces en Asie du Sud et la plupart des fonds vont à un soutien direct des revenus au profit de 5 millions de femmes, dont on pense qu'elles dépenseront cet argent pour le bien de leur famille et pour son alimentation.

24. Au Pakistan 60 % de la population a moins de 30 ans. Les jeunes ont besoin d'une éducation les préparant au marché du travail et de nombreuses initiatives publiques ou privées de formation technique et d'apprentissage au niveau des provinces et au niveau du pays visent précisément les jeunes. Néanmoins, il n'y a toujours pas au Pakistan de cadre général réglementaire et systématique pour guider ces initiatives.

25. Faire en sorte que l'éducation soit de qualité est un autre problème. Des programmes détaillés de formation des maîtres et des centres pédagogiques ont été mis en place, de centres de formation des maîtres ont été créés dans le pays et on envisage d'ouvrir une université pédagogique.

26. La Constitution donne aux minorités l'égalité des droits, et des bourses spéciales leur sont accessibles. Il existe dans chaque district du pays un service de l'Institut national des personnes handicapées et des bureaux s'occupent de lutter contre le travail des enfants.

27. De premières données indiquent que les dépenses que les provinces consacrent à l'éducation ont augmenté de façon appréciable, pour représenter de 10 à 15 % de leur budget, depuis que la décentralisation leur a confié la responsabilité de l'éducation. Le Comité de coordination interprovinciale sera chargé de coordonner la politique suivie entre les provinces.

28. Très désireux d'honorer ses engagements concernant les OMD, le Parlement pakistanais a récemment décidé de créer une commission parlementaire des OMD, dont la seule tâche est de suivre leur réalisation.

29. S'agissant de la dette du Pakistan, elle dit que deux pays aident le Pakistan à convertir des créances en initiatives dans le secteur de l'éducation. Un important programme de formation des maîtres, un plan de formation informatique pour les établissements ruraux, et un système de bourses pour la formation préalable des enseignants comptent parmi les opérations de conversion de la dette. Des opérations semblables, pour remplacer la dette par une action dans le domaine de l'éducation, seraient bienvenues, mais elles ne doivent pas se faire au détriment de l'aide publique au développement (APD).

30. **M. Sahay** (Inde) demande s'il n'y a pas une contradiction entre la décision de confier aux provinces la responsabilité de l'enseignement primaire et secondaire et l'inclusion dans la Constitution d'un article 25-A sur la responsabilité de l'État dans l'organisation d'un enseignement gratuit et obligatoire. Manifestement, la décentralisation impose des limites à la capacité du gouvernement national de légiférer avec succès sur l'éducation. Si c'est le cas, comment l'article 25-A pourra-t-il être appliqué?

31. Le Pakistan a-t-il adopté des mesures budgétaires innovantes, comme par exemple la surtaxe imposée, en Inde, pour financer l'éducation, qui est appliquée à tous les impôts et produit environ 3,5 milliards de dollars par an, somme qui est entièrement consacrée à l'enseignement primaire.

32. **M<sup>me</sup> Kotter** (Allemagne) demande quelles leçons le Pakistan a tirées de l'organisation de l'éducation au lendemain des catastrophes naturelles. Quel a été l'effet de la transformation des écoles en refuges temporaires pour les victimes des inondations?

33. **M<sup>me</sup> Shah** (Pakistan) dit qu'il y a eu au fil des ans dans le secteur de l'éducation d'importants doubles emplois et beaucoup de gaspillages. La décentralisation est une étape importante dans la rationalisation de l'éducation au Pakistan. L'importance de l'article 25-A de la Constitution réside dans le fait qu'il constitue ainsi une garantie constitutionnelle du droit à l'éducation, ce qui à son tour donne à la société civile un moyen d'exercer directement une pression sur le pouvoir pour l'amener à appliquer effectivement la politique de l'éducation. Dans les régions du pays qui sont directement administrées par le gouvernement central, la législation découlant de l'article 25-A a été rédigée et sera bientôt promulguée. Les lois sur l'enseignement primaire obligatoire dans les provinces doivent être renforcées et l'article 25-A devrait être reproduit au niveau des provinces.

34. Le Pakistan consacre un peu plus de 2 % de son PIB à l'éducation, ce qui est beaucoup moins que l'objectif de 7 % du budget de l'État qui est fixé pour 2015. Le gouvernement s'efforce de porter au maximum les ressources qu'il consacre à l'éducation dans le secteur public et privé, car, faute de ressources suffisantes, il sera manifestement impossible d'appliquer l'article 25-A en pratique.

35. La transformation de certains établissements scolaires en refuges temporaires après les inondations de 2010 a, il faut l'admettre, perturbé l'enseignement régulier, mais elle a également permis à certains des habitants les plus pauvres, analphabètes, qui avaient été jetés sur les routes par les inondations, d'avoir un avant-goût de ce qu'est l'enseignement primaire grâce à l'organisation provisoire de classes et de centres d'alphabetisation précisément aménagés dans ces refuges. La question est maintenant de savoir si ces gens continueront leurs études une fois rentrés chez eux, et certains, surtout des femmes et des enfants, ont montré qu'ils étaient disposés à le faire.

*La séance est suspendue de 10 h 55 à 11 h 5.*

**Table ronde sur la question : « La promotion d'une croissance soutenue, inclusive et équitable pour accélérer l'élimination de la pauvreté et réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement »**

36. *Après le débat général une table ronde a suivi sur la question : « La promotion d'une croissance soutenue, inclusive et équitable pour accélérer l'élimination de la pauvreté et réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement ». La table ronde était présidée par le Président, qui a fait une déclaration d'introduction, et les débats ont été organisés par M. Juan Somavía, Directeur général de l'Organisation internationale du Travail, qui a fait des observations liminaires et présenté les participants : M. Min Zhu (Conseiller spécial du Directeur général d Fonds monétaire international); M<sup>me</sup> Noeleen Heyzer (Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique); M. Cho Tae-yul (Ambassadeur de la République de Corée pour la coopération pour le développement); M<sup>me</sup> Frances Stewart (Directrice du Centre de recherche sur l'inégalité, la sécurité humaine et l'ethnicité, à l'Université d'Oxford); et M<sup>me</sup> Esther Duflo (Professeur titulaire de la chaire Abdul Latif Jameel d'économie du développement et sur l'atténuation de la pauvreté, au Massachusetts Institute of Technology).*

37. *Les participants ont fait des exposés et ont amorcé un débat, au cours duquel les délégations de l'Inde, de la Grèce, du Guatemala, des États-Unis d'Amérique, de la Zambie et du Sénégal ainsi qu'un représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ont participé. La délégation de l'Indonésie, au nom de son pays et du Brunéi Darussalam, du Cambodge, de la Chine, de l'Inde, du Japon, du Laos, de la Malaisie, du Myanmar, des Philippines, de la République de Corée, de Singapour, de la Thaïlande et du Viet Nam, a fait une déclaration. L'animatrice des débats a prononcé des observations de conclusion et prononcé la clôture du débat.*

*La séance est levée à 13 h 20.*